CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE ORDINAIRE DU 06 FEVRIER 2025

PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt-cinq, le 06 février à 19 heures, par suite d'une convocation en date du 30 janvier, les membres du Conseil Municipal de la commune de Berson se sont réunis dans la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Jacques DAVOUST, Maire.

PRESENTS : (16) M. Jacques DAVOUST, Maire, Mmes Marie-Claude NOËL, Sandrine MONTERO, Aurélie ORDUNA, MM. René BOUSSIRON, Francis ROSSAT, Adjoint au Maire, Mmes Emmanuelle GHAFARI, Laëtitia TEXIER, MM. Samuel ESCRIG, Alexis HUBERT, Didier ARRIGHI, Jean-Christophe ARCHAMBEAU, Yves LEPEIGNÉ, Morgan ROUMANET, Sébastien TRÉBUCQ, Michel DEVAUX.

EXCUSES : (3) Mmes Aude BORTOLI (ayant donné pouvoir à M. ESCRIG), Marylou LAGORCE (ayant donné pouvoir à M. HUBERT), Karine SAMAZEUILH (ayant donné pouvoir à M. BOUSSIRON)

ABSENT : Néant

M. Francis ROSSAT a été désigné secrétaire de séance à l'unanimité,

ORDRE DU JOUR

- Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 09 janvier 2025.

AFFAIRES GENERALES :

- Règlement intérieur du Conseil Municipal,
- Modification de la composition des commissions RH – Finance et Communication,
- Création de la commission communale des impôts directs,
- Création commission extra-municipale plan d'adressage,
- Règlement local de publicité intercommunal,
- Rapport d'activités SDEEG,
- Adhésion nouveaux membres au SDEEG,

FINANCES :

- Adhésion Fonds de Solidarité Logement,
- Don à la commune.

INFORMATIONS / QUESTIONS DIVERSES.

oooooooooooooooooooo

Le procès-verbal du Conseil Municipal du 09 janvier 2025 est adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés, sans aucune modification.

oooooooooooooooooooo

AFFAIRES GENERALES

1- ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL – MANDAT 2024/2026

Discussion : M. Sébastien TREBUCQ sollicite la mise à disposition d'un bureau pour l'opposition conformément à l'article 39 du règlement intérieur.

L'article L.2121-8 du Code Général de Collectivités Territoriales prévoit que « dans les communes de 1 000 habitants et plus, le Conseil Municipal établit son règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent son installation ».

Le règlement intérieur du conseil municipal complète les dispositions législatives et réglementaires qui régissent le fonctionnement de l'assemblée locale. Il a pour but de faciliter l'exercice des droits des élus au sein de l'assemblée délibérante. Il porte sur des mesures concernant le fonctionnement interne du conseil municipal.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du 13 décembre 2024 portant sur l'installation du nouveau Conseil Municipal ;

Après avoir pris connaissance des différents éléments présentés et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, :

Adopte le Règlement Intérieur du Conseil Municipal de Berson.

2- MODIFICATION COMPOSITION D'UNE COMMISSION MUNICIPALE

M. Le Maire expose que le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres (art. L 2121-22 du CGCT).

Les commissions municipales ne peuvent être composées que de conseillers municipaux. La composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale. Il appartient au conseil municipal de décider du nombre de conseillers siégeant dans chaque commission.

Le Maire est le président de droit de toutes les commissions. En cas d'absence ou d'empêchement, les commissions sont convoquées et présidées par le vice-président élu par celles-ci lors de leur première réunion.

Considérant la nécessité de modifier la composition de la commission « finances et ressources humaines »,

Après exposé de M. Le Maire, la composition de la commission « finances et ressources humaines » est établie de la manière suivante :

1 – Commission finances et ressources humaines :

– Mmes NOEL, MONTERO, BORTOLI, MM. LEPEIGNÉ, ROUMANET, TREBUCQ

La composition des autres commissions reste inchangée.

Après avoir pris connaissance des différents éléments présentés et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

Approuve la composition de la commission municipale « finances et ressources humaines ».

3- CREATION COMMISSION COMMUNAL DES IMPOTS DIRECTS (CCID)

Monsieur Le Maire explique que l'article 1650 du Code Général des Impôts institue dans chaque commune une commission communale des impôts directs présidée par le Maire. Dans les communes de moins de 2 000 habitants, la commission est composée de 6 commissaires titulaires et 6 commissaires suppléants. La nomination des commissaires s'effectue par le directeur départemental des finances publiques.

L'article 1650, paragraphe 3, du Code Général des Impôts précise que la durée du mandat des membres de la commission communale des impôts directs est la même que celle du mandat du conseil municipal et que de nouveaux commissaires doivent être nommés dans les deux mois qui suivent le renouvellement général des assemblées municipales.

Les conditions prévues pour les commissaires sont :

- Être de nationalité française ou ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne
- Être âgés de 18 ans révolus
- Jouir de leurs droits civils
- Être inscrit aux rôles des impositions directes locales dans la commune
- Être familiarisé avec les circonstances locales
- Posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission

Pour cela, il appartient au conseil municipal de dresser une liste.

Après avoir pris connaissance des différents éléments présentés et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, :

Désigne, commissaires titulaires : Mmes Marie-Claude NOËL, Sandrine MONTERO, Emmanuelle GHAFARI, Laëtitia TEXIER, MM. Jacques DAVOUST, René BOUSSIRON, Francis ROSSAT, Samuel ESCRIG, Didier ARRIGHI, Jean-Christophe ARCHAMBEAU, Yves LEPEIGNÉ, Michel DEVAUX.

Désigne, commissaires suppléants : Mmes Aurélie ORDUNA, Aude BORTOLI, Marylou LAGORCE, Sylvie HERCOUET, Marianne ELIAERS, Sabine RAUT, MM. Alexis HUBERT, Morgan ROUMANET, Sébastien TREBUCQ, Robert Jackie ROTURIER, Laurent THOMAS, Jany CHETY (membre hors commune)

4- CREATION COMMISSION EXTRA MUNICIPALE PLAN D'ADRESSAGE, NUMEROTAGE ET DENOMINATION DES VOIES

M. ROSSAT expose l'intérêt d'établir un plan d'adressage de la commune (numérotage et dénomination des voies). En effet, une meilleure identification des lieux dits et des maisons faciliterait à la fois l'intervention des services de secours, mais également la gestion des livraisons en tous genres.

Il explique ensuite que la réalisation de ce plan d'adressage peut être confiée à un prestataire ou réalisée en interne. La dénomination et le numérotage des voies communales relèvent de la compétence du Conseil Municipal qui, dans le cadre de ses attributions prévues par l'article L.2121-29 du CGCT, règle par ses délibérations les affaires de la commune.

En vertu de l'article L.2213-28 du CGCT, « dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire qui doit se conformer aux instructions ministérielles ».

La dénomination et le numérotage constituent une mesure de police générale que le Maire peut exercer pour des motifs d'intérêt général.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2143-2 relatif à la création de commissions extra-municipales,

Considérant la nécessité de réunir l'ensemble des intervenants concernés au sein d'une même commission chargée de l'étude du plan d'adressage de la commune (numérotage et dénomination des voies).

Monsieur Le Maire rappelle que sur certains sujets spécifiques, il est possible d'associer une ou plusieurs personnes extérieures au Conseil Municipal et particulièrement qualifiées ou directement concernées par le sujet.

Les membres sont désignés par vote à bulletin secret (art. L 2121-21 du CGCT). Toutefois, le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

Après avoir pris connaissance des différents éléments présentés et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés et en conformité avec les dispositions de l'article L2121-21 du CGCT :

- **Décide** de ne pas procéder au scrutin secret, pour désigner les membres de la commission plan d'adressage de la commune (numérotage et dénomination des voies) :

- **Autorise** M. Le Maire à créer la commission « plan d'adressage de la commune (numérotage et dénomination des voies) »

- **Dit** que le rôle et les avis de la commission extra-municipale plan d'adressage de la commune (numérotage et dénomination des voies) » sont consultatifs et ne sauraient en aucun cas lier le Conseil Municipal

- **Approuve** la composition de cette commission comme suit :

* Membres élus : Mmes MONTERO, NOËL, MM. BOUSSIRON, ROSSAT, TREBUCQ

* Membres désignés : Mmes Marianne ELIAERS, Sylvie HERCOUET, Catherine MITTAUX, Sabine RAUT, M. Arnaud SERVAIS

5- DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU PROJET D'ELABORATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPi) DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BLAYE

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.581-14 et suivants ainsi que R.581-72 et suivants,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-1 et suivants ainsi que L.153-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 06 mars 2024 prescrivant l'élaboration du RLPi précisant les objectifs poursuivis, les modalités de la concertation et les modalités de collaboration entre les communes membres,

Vu les objectifs et les orientations générales du RLPi présentés aux élus,

Rappel du contexte de la procédure d'élaboration du RLPi

En préalable au débat sur les orientations du RLPi, Monsieur Le Maire expose l'état d'avancement de la procédure d'élaboration du RLPi de la communauté de communes de Blaye.

Il est rappelé que le RLPi est un instrument de planification locale de publicité pour des motifs de protection du cadre de vie. Sa mise en place répond à la volonté d'adapter le règlement national de publicité aux spécifications du territoire en adoptant des prescriptions plus restrictives que ce dernier. Il s'agit notamment d'apporter, grâce au zonage du RLPi, une réponse adaptée au patrimoine architectural et paysage qu'il convient de préserver.

Le RLPi comprend au moins un rapport de présentation, une partie réglementaire et des annexes.

Le Conseil Communautaire a prescrit l'élaboration du RLPi par délibération le 06 mars 2024. Les objectifs poursuivis par l'élaboration du RLPi ont ainsi été définis :

- Réguler l'implantation et le développement des dispositifs publicitaires ;
- Protéger le cadre de vie et lutter contre la pollution visuelle ;
- Proposer un traitement cohérent des dispositifs publicitaires sur l'ensemble du territoire à travers une approche différenciée des espaces et une adaptation des règles nationales ;
- Considérer les besoins et les intérêts des habitants, ainsi que les besoins de communication extérieure des acteurs économiques, institutionnels, culturels et touristiques locaux ;
- Assurer un équilibre entre droit à l'expression, diffusion d'information et protection du cadre de vie ;
- Prendre en compte l'évolution des technologies et les impératifs de sobriété écologique/énergétique.

Présentation des orientations du RLPi

L'article L.581-14-1 du Code de l'environnement prévoit que le RLPi est élaboré conformément aux procédures d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

Le RLPi ne comporte pas de Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) comme les PLUi, mais l'article R.581-73 du Code de l'Environnement énonce que le rapport de présentation du RLPi « *s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations et objectifs de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale en matière de publicité extérieure, notamment de densité et d'harmonisation, et explique les choix retenus au regard de ces orientations et objectifs* ».

Autrement dit, il est fait référence à des orientations et objectifs en matière de publicité extérieure.

Dans le cadre de l'élaboration d'un PLUi, conformément à l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme, les orientations générales du PADD doivent être soumises au débat du Conseil Municipal, au plus tard deux mois avant l'examen du projet du PLUi.

Par analogie, en application des dispositions combinées des articles L.581-14-1 du Code de l'Environnement et L.153-12 du Code de l'Urbanisme, il a été décidé d'organiser un débat sur les orientations générales du RLPi.

Monsieur Le Maire expose les orientations générales du projet de RLPi.

Afin de répondre aux objectifs qu'elle avait définis dans le cadre de l'élaboration du RLPi, cités ci-avant, la Communauté de communes de Blaye s'est fixée les orientations suivantes :

En matière de publicités et préenseignes :

1. **Orientation 1** : Déroger à l'interdiction de publicité en autorisant certaines publicités de manière limitative dans quelques secteurs du territoire visés au Code de l'environnement (article L.581-8 du Code de l'environnement) pour préserver les espaces patrimoniaux tout en permettant une information locale suffisante.
2. **Orientation 2** : Adapter la densité des dispositifs publicitaires et éventuellement leur format sur le territoire de la communauté de communes de Blaye afin d'être en accord avec la réalité du territoire et favoriser une meilleure intégration des publicités et préenseignes dans le paysage.

En matière de publicités, enseignes et préenseignes :

- **Orientation 3** : Réglementer localement les supports lumineux (publicités, enseignes et préenseignes) notamment via une plage d'extinction nocturne renforcée pour limiter l'impact de ces dispositifs (y compris numériques et /ou installés à l'intérieur des vitrines) sur le territoire tout en permettant leur utilisation avec parcimonie.

En matière d'enseignes :

1. **Orientation 4** : Limiter voire interdire l'utilisation de certaines enseignes (ex : sur auvents, sur toiture) pour privilégier des installations en façade moins impactantes en termes d'intégration paysagère, notamment dans les

espaces patrimoniaux sensibles : Site Patrimonial Remarquable, périmètres aux abords des monuments classés ou inscrits et sites classés ou inscrits, etc.

2. **Orientation 5** : Maintenir voire renforcer la qualité des enseignes en façade (parallèles et perpendiculaires) en limitant leur nombre, leur taille, leur saillie ou encore en posant des dispositions esthétiques de façon à privilégier une bonne lisibilité des activités signalées et assurer une meilleure intégration de ces enseignes en s'appuyant sur les pratiques (ex : prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF)) et documents existants (ex : règlement de la citadelle de Blaye).
3. **Orientation 6** : Réduire l'impact des enseignes scellées ou installées directement sur le sol ayant un impact conséquent sur le paysage sans omettre d'encadrer les enseignes inférieures ou égales à 1 m² ne bénéficiant pas de dispositions nationales spécifiques ;
4. **Orientation 7** : Encadrer l'utilisation des enseignes sur clôture en maîtrisant leur nombre et/ou leur format et/ou leur taille pour limiter l'impact de ces supports tout en prenant en compte leur importance pour certaines activités du territoire (ex : activités isolées, agricoles, viticoles).
5. **Orientation 8** : Renforcer les règles concernant les enseignes temporaires pour en limiter l'impact négatif sur le paysage.

Après cet exposé, Monsieur Le Maire déclare le débat sur les orientations générales du RLPi ouvert :

Débat.

M. TREBUCQ demande quel est l'avis du Conseil Municipal sur ce sujet. M. BOUSSIRON répond qu'il a assisté à une réunion du comité de pilotage et que selon lui, le document n'est pas figé et qu'il pourra subir des modifications. Il ajoute qu'une réunion publique est organisée à Cars le 17/02/25.

M. TREBUCQ reconnaît que c'est une très bonne mesure qui devrait permettre si on fait appliquer le règlement de lutter contre les affichages sauvages notamment. Il s'interroge sur l'impact pour les commerçants même si ce règlement octroi de longs délais pour se mettre en conformité. M. Le Maire répond que les commerçants seront informés des nouvelles mesures qui s'appliqueront. A ce sujet, M. TREBUCQ demande quand ce règlement sera applicable. M. ESCRIG précise que l'arrêté de la Communauté de Communes de Blaye devrait être pris en mai 2025 pour une application fin 2025.

Le débat sur les orientations générales du RLPi est épuisé à 19h36

Au vu des éléments, Monsieur Le Maire, ajoute que la tenue du débat sur les orientations générales du RLPi sera formalisé par la présente délibération. Il propose ensuite à l'assemblée qu'il soit donné acte de la présentation et du débat sur les orientations générales du RLPi en application des dispositions combinées des articles L.514-14-1 du Code de l'Environnement et L.153-12 du Code de l'Urbanisme.

Après avoir pris connaissance des différents éléments présentés et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, :

Prend acte de la présentation et de la tenue d'un débat en séance sur les orientations générales du Règlement Local de Publicité intercommunal, en application des dispositions combinées des articles L.581-14-1 du Code de l'Environnement et L.153-12 du Code de l'Urbanisme.

6- RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023 DU SDEEG

Dans l'optique d'améliorer le débat démographique en ce qui concerne les Établissements Publics de Coopération Intercommunale, la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, a introduit dans le Code Général des Collectivités Territoriales l'article L.5211-39 disposant que :

« Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse, chaque année avant le 30 septembre, au Maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement... ».

Vous avez ainsi pu prendre connaissance de l'activité 2023 du Syndicat d'Énergie Électrique de la Gironde et mesurer le champ de ses compétences et interventions au travers du rapport d'activités 2023 qui a été joint à la présente délibération.

Le rapport fait l'objet d'une simple communication et, à ce titre, ne fait pas l'objet d'un vote de l'assemblée municipale.

7- NOUVELLES COMMUNES AU SDEEG

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 5211-18 ;

Vu les délibérations des Communes de JUGAZAN, LA REOLE, LE TUZAN, BASSANNE, SAINT-SULPICE-DE-POMMIERS, BLESIGNAC, FLOIRAC, BLAIGNAC, BROUQUEYRAN, CAMIAC-ET-SAINT-DENIS, COURS DE MONSEGUR, COURS-LES-BAINS, ETAULIERS, FRONTENAC, GANS, NOAILLAC, PUJOLS, SAINTE-RADEGONDE, SAVIGNAC, SIGALENS et SILLAS par lesquelles elles ont demandé leur adhésion au Syndicat départemental Energies et Environnement de la Gironde et le transfert d'une compétence exercée par le Syndicat ;

Vu la délibération du Comité syndical du SDEEG en date du 17 décembre 2024 ;

Vu la notification faite par le SDEEG de la volonté desdites Communes de devenir membre du Syndicat,

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-18 du CGCT, le périmètre d'un l'établissement public de coopération intercommunale peut être étendu par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

Cette extension est subordonnée à l'accord du Conseil municipal de chaque commune membre de l'EPCI dans un délai de trois mois à compter de la notification visée ci-dessus.

Après avoir pris connaissance des différents éléments présentés et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, :

Accepte l'adhésion des communes précitées au SDEEG et l'extension du périmètre du Syndicat.

8- CONVENTION D'ADHESION DE LA COMMUNE AU FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT DEPARTEMENTAL (FSL)

Discussion : M. Yves LEPEIGNÉ demande qui assure la gestion du FSL. Mme Marie-Claude NOËL précise que ce fonds est géré par le Conseil Départemental. Mme Emmanuelle GHAFARI s'interroge au sujet du montant déterminé par habitants. Ce montant est décidé par le Conseil d'Administration du GIP indique Mme NOËL. M. Sébastien TREBUCQ demande le nombre de famille Bersonnaises ayant sollicité le FSL. Une réponse lui sera apportée rapidement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu la loi n°2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales,

Le Fonds de Solidarité Logement de la Gironde (FSL) a pour but d'aider les familles ou les personnes les plus démunies à accéder à un logement décent et indépendant ou à s'y maintenir en disposant de la fourniture d'eau, d'énergie et de service téléphonique,

Considérant que la commune souhaite poursuivre son adhésion au FSL afin d'aider les ménages en difficulté à leur accès ou à leur maintien dans le logement dans le parc privé de la commune,

Considérant qu'il convient donc de reconduire le partenariat de la commune avec le Département de la Gironde

Le montant de la participation 2024 s'élève à 778,68€ soit (0,42€ par habitant)

Après avoir pris connaissance des différents éléments présentés et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Autorise M. Le Maire à signer la convention financière à la participation de la commune de Berson au Fonds de Solidarité Logement au titre de 2024,

Dit que le montant de la participation financière de la commune s'élève à 778,68€ soit 0,42€ par habitant pour 2024,

Dit que les crédits sont inscrits au budget,

Charge M. Le Maire de la mise en œuvre de cette décision.

9- ACCEPTATION D'UN DON DU COMITE DES FETES

Vu les articles L.2242-1 et L.2541-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant le don du comité des fêtes d'un montant de 229,73€,

Après avoir pris connaissance des différents éléments présentés et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés excepté M. Jean-Christophe ARCHAMBEAU, membre du comité des fêtes ne prenant pas part au vote :

- **Accepte** le don d'un montant d'un montant de 229,73€ du comité des fêtes qui sera affecté sur la section de fonctionnement du budget communal.

oooooooooooooooooooo

Questions diverses / Informations

M. le Maire informe l'assemblée que Mme Carole JEAN, agent communal quittera ses fonctions le 31/03/2025 et bénéficiera d'une mutation à la Mairie de St Martin Lacaussade. A cette occasion et pour remercier Carole de son investissement durant 18 ans, un « pot » de départ sera organisé le mercredi 19/02/2025 à 10h en Mairie.

Fête de la Capoeira le 08/02/25,

10^{ème} anniversaire de la boucherie, les 07 et 08/02/25,

Conseil d'école le 20/02/25,

Le repas des aînés se déroulera le 02/03/25. Les élus feront le service pour diminuer le coût. Mme Marie-Claude NOËL précise qu'à date, 95 inscriptions ont été reçues en Mairie.

Le repas de la chasse aura lieu le 15/03/25,

M. Sébastien TRÉBUCQ demande quel élu de la majorité était présent aux vœux du Département. M. Le Maire répond qu'aucun élu n'a assisté à ces vœux.

M. TRÉBUCQ souhaite avoir un retour sur la réunion d'arrondissement scolaire organisée le 03/02/25. Mme Sandrine MONTERO ayant assisté à cette réunion répond qu'un grand nombre de postes d'enseignants vont être fermés dans les 1^{er} et 2^{ème} degrés. Berson est concerné car à ce jour, 138 élèves sont recensés pour la rentrée 2025-2026.

M. TRÉBUCQ exhorte les élus à se mobiliser et les invite à aller chercher des enfants. Selon lui, il faut refuser les demandes de dérogations. Mme MONTERO rétorque que la demande de dérogation acceptée récemment concerne une maman qui travaille jusqu'à 20h et qu'à cette heure-là, la garderie est fermée et que la commune malgré toute sa bonne volonté n'est pas en capacité d'accueillir son enfant. Mme MONTERO insiste sur le bien vivre à Berson et qu'elle ne se voyait pas refuser cette dérogation. Elle rappelle en outre, aidée en cela par Mme NOËL, qu'il ne s'agit que d'une seule dérogation quand il manque une quinzaine d'élèves pour le maintien de la classe.

M. TRÉBUCQ insiste sur la mobilisation dont les élus devraient faire preuve et souligne qu'il est compliqué d'annoncer dès janvier la fermeture d'une classe.

M. Le Maire intervient et souligne que la nouvelle municipalité fait et met des choses en place mais peut-être pas de la manière voulue par M. TRÉBUCQ. Si ce dernier a des solutions, le Conseil Municipal est preneur ajoute M. Le Maire. M. TRÉBUCQ dit qu'il aurait été préférable de dire, lors des vœux, qu'à ce jour 138 élèves sont prévus à la rentrée de septembre 2025 pour un seuil de maintien de classe à 151 élèves.

Les élus de la majorité vont solliciter la FCPE et l'école afin d'envisager des solutions et reconnaissance n'avoit pas été assez exhaustif sur ce sujet. M. Le Maire reconnaît que l'annonce fut trop courte et fait au nom du Conseil Municipal amende honorable.

M. TRÉBUCQ souhaite connaître les motivations quant au changement de boulanger pour la fourniture de pain pour la restauration scolaire et les actions mises en place pour le maintien des commerces locaux. Mme MONTERO précise qu'il s'agit d'un dépôt de pain et non pas d'une boulangerie et indique que l'artisan concerné sera reçu, à sa demande, en Mairie. Elle ajoute que des facilités d'installation ont été accordées à ce commerce par l'équipe municipale précédente.

Au regard de la différence de prix, M. TRÉBUCQ ne remet pas en cause la décision ayant conduit à commander les galettes pour les vœux à un autre boulanger.

M. TRÉBUCQ souhaite savoir si une même consultation a été menée concernant la restauration pour la manifestation « Livres et Cépages ». Mme NOËL répond que les devis sont à sa disposition en Mairie.

Mme Aurélie ORDUNA fait un retour sur la réunion avec les associations qui a attiré leur quasi-totalité. La réunion s'est très bien passée et les assos étaient satisfaites de la démarche. Il s'agissait d'aborder la répartition hebdomadaire de l'occupation des salles municipales. M. TRÉBUCQ demande si toutes les associations ont réussi à trouver un créneau. La réponse est positive.

Mme ORDUNA ajoute que les assos souhaitent l'organisation d'une fête des associations qui sera prévue le 14/09/2025.

Deux associations

Mme ORDUNA fait également cas de la réunion avec les commerçants, artisans et viticulteurs. La présence fut mitigée exceptés les commerçants du bourg qui étaient fortement représentés, quelques artisans et les entreprises basées sur la zone de Florimond. Ces dernières demandent l'installation d'un totem. M. TRÉBUCQ souligne que ce dossier est soumis de longue date à l'étude par la CCB qui gère ce secteur d'activités.

L'ensemble des présents sollicite un référencement communal et l'installation de panneaux indicateurs.

M. TRÉBUCQ suggère de contacter un primeur. Mme ORDUNA répond que ce sujet a été abordé et qu'une réflexion est menée sur le retour d'un marché fonctionnant sur une fréquence spécifique et sur un lieu à redéterminer (évocation du dimanche sur le parking du dentiste). Cela sera bien entendu abordé avec les commerçants avant toute prise de décision ajoute Mme ORDUNA.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h04.

oooooooooooooooooooo

DAVOUST	Jacques	Maire	
NOËL	Marie-Claude	1 ^{er} Adjoint	
BOUSSIRON	René	2 ^{ème} Adjoint	
MONTERO	Sandrine	3 ^{ème} Adjoint	
ROSSAT	Francis	4 ^{ème} Adjoint	
ORDUNA	Aurélie	5 ^{ème} Adjoint	Arrivée point 5.
ESCRIG	Samuel	Conseiller Municipal	
BORTOLI	Aude	Conseillère Municipale	Pouvoir à M. ESCRIG
HUBERT	Alexis	Conseiller Municipal	
GHAFFARI	Emmanuelle	Conseillère Municipale	
ARRIGHI	Didier	Conseiller Municipal	
TEXIER	Laetitia	Conseillère Municipale	Pouvoir à M. HUBERT
ARCHAMBEAU	Jean-Christophe	Conseiller Municipal	
LAGORCE	Marylou	Conseillère Municipale	
LEPEIGNÉ	Yves	Conseiller Municipal	
SAMAZEUILH	Karine	Conseillère Municipale	Pouvoir à M. BOUSSIRON
ROUMANET	Morgan	Conseiller Municipal	
TRÉBUCQ	Sébastien	Conseiller Municipal	
DEVAUX	Michel	Conseiller Municipal	

Le secrétaire de séance,
Francis ROSSAT

Le Maire,
Jacques DAVOUST